

Documents de travail

« De l'Ecole Polytechnique et l'Ecole de la Régulation Michel Aglietta, 1959 – 1979 »

Auteur

Yamina Tadjeddine

Document de Travail n° 2022 – 34

Décembre 2022

Bureau d'Économie
Théorique et Appliquée
BETA

www.beta-economics.fr

[@beta_economics](https://twitter.com/beta_economics)

Contact :
jaoulgrammare@beta-cnrs.unistra.fr

De l'Ecole Polytechnique et l'Ecole de la Régulation

Michel Aglietta, 1959 – 1979

Yamina Tadjeddine

Université de Lorraine, Université de Strasbourg, CNRS, BETA, 54000, Nancy, France¹

Summary:

Ecole of Regulation emerged in France in the mid-1970s. The two founding figures of this school are Michel Aglietta and Robert Boyer. In this article, we propose to follow Aglietta's personal and professional career between 1959 and 1976 to understand the genesis of regulation theory. Aglietta's career is structured by three formative phases, each of which is successively presented: student at the Ecole Polytechnique (1959-1965), senior civil servant at the INSEE (1965-1970), doctoral student (1970-1974). The Ecole de la Régulation is based on an original epistemic composite: the time spent at the Ecole Polytechnique and the programme division of the INSEE provided the macro-economic foundation, the use of national accounting, the hypothetico-deductive methodology; the stay at Harvard the American institutionalism; the personal affinities with Marxism and the work of François Perroux. The methodology mixes formal modelling from macroeconomics, historical materialism from Marxism, the use of national accounting and finally historical data on organisations from institutionalist heritage. We also highlight three ethical presupposition - tolerant humanism, state benevolence and prescriptive positivism - that run through Aglietta's scientific work and have their origins in the period 1959-1968, marked by the reconstruction of France after the Second World War and the Algerian War. This work is based on numerous interviews, on the analysis of published works and on the consultation of archives.

Keywords: Ecole de la Régulation, Michel Aglietta, French Planning, History of economic thought.

JEL: B5

¹ L'auteure remercie les personnes qui ont accepté d'être interviewées M. Aglietta, C. Blum, R. Boyer, C. Sautter, C. Seibel et A. Orléan. Elle remercie aussi pour leurs remarques et critiques B. Cherrier, A. Chirat, B. Paulré, A. Saïdi. Elle reste seule responsable des propos et des éventuelles erreurs.

L'Ecole de la régulation émerge en France au milieu des années 70. Elle propose une analyse originale alliant la méthodologie mathématique des sciences économiques (modalisation macro-économique d'inspiration keynésienne, recours aux statistiques fournies par la comptabilité nationale) et celle des sciences sociales (matérialisme historique marxiste, institutionnalisme, temps long de l'Ecole des Annales). Les deux figures fondatrices de cette Ecole sont Michel Aglietta et Robert Boyer. Nous proposons dans cet article de suivre le parcours personnel et professionnel de Michel Aglietta entre 1959 et 1979 pour saisir la généalogie de la théorie de la régulation. Ce travail s'appuie sur de nombreux entretiens, sur l'analyse des travaux publiés et sur la consultation d'archives.

Le parcours de Michel Aglietta est marqué par trois phases de formation, qui seront successivement présentés : élève à l'Ecole Polytechnique (1959-1965), haut-fonctionnaire à l'INSEE (1965-1970), doctorant à Harvard puis sous la direction de R. Barre (1970-1975). Ces trois temps fondent l'originalité de la méthodologie de l'Ecole de Régulation telle que façonnée par Michel Aglietta : une modélisation macro-économique (héritage de l'Ecole Polytechnique et du passage à l'INSEE), appuyée sur des statistiques (INSEE), révélant les cohérences institutionnelles (culture marxiste et institutionnaliste acquise par des lectures, la proximité avec R. Barre et les cours à Harvard) afin de conseiller l'action politique (culture militaire de l'Ecole Polytechnique et implication au sein de la planification).

Suivre la généalogie d'une théorie à partir du vécu du savant, c'est aussi considérer des éléments plus intimes, des présupposés moraux qui orientent et façonnent la production de connaissance par ce scientifique. Révéler ces inconscients ne saurait porter atteinte à la pertinence scientifique de cette théorie. Elle apporte un éclairage nouveau qui permet d'opposer des paradigmes quant à ces présupposés sur l'humain ou sur la société. Nous mettrons en exergue trois a-prioris -l'humanisme tolérant, la bienveillance étatique et le positivisme prescriptif- qui traversent l'œuvre scientifique de M. Aglietta et trouvent leur origine dans ces années de formation, marquées notamment par la reconstruction de la France après la seconde guerre mondiale et la guerre d'Algérie.

Formation, contexte historique, parcours personnels sont selon nous les éléments qui ont participé à la genèse de l'Ecole de la Régulation. Les trois premières sections de l'article décrivent les trois temps de formation de Michel Aglietta ; la quatrième conclue.

1. L'ECOLE POLYTECHNIQUE : DEVENIR UN ECONOMISTE EXPERT ENGAGE

Après deux années de classes préparatoires scientifiques au lycée du Parc à Lyon, Michel Aglietta entre à l'Ecole Polytechnique en 1959. Les polytechniciens reçoivent une formation plurielle, en sciences exactes, mais aussi en économie, en humanité et en techniques militaires. C'est en son sein, que Michel Aglietta devient expert économiste et citoyen engagé. Car en qualité d'élève officier, il est appelé sous les drapeaux alors que la France est engagée dans la guerre d'Algérie ; il y découvre et est forcé de participer aux opérations de « pacification ».

Le groupe X-Crise 1931-1939

Depuis sa création sous la Révolution en 1794, l'Ecole Polytechnique vise à former des ingénieurs, des militaires fidèles à la science mais aussi à la République et à ses valeurs. L'économie y entre tardivement car jugée tout au long du XIX^{ème} siècle comme trop idéologique, trop liée à la morale et

à la politique, soit inutile pour former un savant, un ingénieur ou un officier militaire. Aussi étonnant qu'il y paraisse, en son entrée se fait non par les mathématiques mais par le volet de l'économie sociale en 1904 par trois conférences données par Eugène Fournière, syndicaliste, journaliste et essayiste socialiste, sur les conditions de travail des ouvriers, les rapports entre patrons et salariés et l'action ouvrière (Armatte, 1994). C'est à la fin de la seconde guerre mondiale que l'enseignement de l'économie à l'Ecole Polytechnique se structure pour former des experts économistes. Cette évolution trouve notamment son origine dans le Groupe X-Crise qui se constitue en 1931 à l'initiative de polytechniciens.

Le groupe X-Crise se constitue en novembre 1931 comme un lieu de discussions scientifiques sur le contexte de la crise 1929 et les possibilités d'action (Dard, 1995). Des économistes reconnus, tels C. Rist ou J. Rueff, y côtoient des sociologues de renom (Maurice Halbwachs, François Simiand), l'historien M. Bloch, des mathématiciens tel G. Darrois. Y. Nicoletis l'un des deux fondateurs décrit ainsi ce groupe :

« En vérité, le but des fondateurs d'X-Crise a été de créer « un centre de confluence », de discussion sans passion, d'examen objectif et désintéressé des problèmes du monde moderne, posés et traités par la méthode scientifique, à laquelle nous avons été formés » (Nicoletis, 1967, p. 19)².

X-Crise installe le statut d'expert économique a-politique où l'économie acquiert le statut d'une science exacte à même de produire des solutions rationnelles pour aider le politique dans ses choix. Cette mission de guide dévolue au « génie économique » est similaire celle de la science physique pour l'ingénieur. Ce génie économique emprunte la méthodologie en vigueur dans sciences exactes à savoir le modèle hypothético-déductif, qui impose la modélisation, la constitution de données afin de vérifier la validité du modèle.

Toutefois, cette posture s'avère difficilement conciliable avec l'engagement politique de certains membres du groupe notamment pendant le Front Populaire en 1936. Les activités du Groupe X-Crise commencent à péricliter dès 1937 et cesseront définitivement en 1939 avec la fin de l'association.

Le groupe X-Crise a finalement eu une existence relativement brève mais une influence notable sur la société française, sur les institutions économiques et sur l'Ecole Polytechnique. Desrosière (1993/2014, p. 201 et 203) observe l'importance de X-Crise dans cette institutionnalisation de l'économétrie et de la statistique économique keynésienne :

« Ainsi se noue désormais ferment, une alliance forte entre économie théorique, économie appliquée et appareil statistique, contribuant à conférer à ce dernier une légitimité et une autorité sans commune mesure avec ce qu'elles étaient vingt ans plus tôt. Cette transformation essentielle du rôle et du mode d'intervention des économistes [...] avait été annoncée et préparée, avant la guerre, par un cercle d'anciens élèves de l'Ecole polytechnique. [...] Les idées discutées [au sein du cercle X-Crise] se sont retrouvées ensuite dans des institutions comme le Plan, le Service des Etudes Economiques et Financières (SEEF) créé par Claude Gruson en 1950, l'INSEE (dirigé par ce même Gruson de 1961 à 1967), ou l'INED créée par Sauvy en 1946 .»

L'enseignement de l'économie à l'Ecole Polytechnique : Jacques Dumontier

L'approche de l'économie ouverte par X-Crise devient celle de l'Ecole Polytechnique en 1928 avec l'arrivée de François Divisia (X-1909) à la Chaire d'Economie Politique, qui assure les cours jusqu'à sa

² Nicoletis Y. (1967), « X-Crise : A propos du livre récent de M. P. Bauchard, » *La jaune et la rouge*, 216, juin 1967, pp. 18-23.

retraite en 1959. Son remplaçant et dernier titulaire de la Chaire avant la réforme de l'enseignement de l'économie est Jacques Dumontier qui y enseigne jusqu'à sa retraite en 1973. Jacques Dumontier initie Michel Aglietta aux sciences économiques.

Jacques Dumontier (X-1935) correspond parfaitement à la figure de l'expert économique polytechnicien. Il fut statisticien auprès de différentes administrations publiques : en 1942 sous Vichy le Service National des Statistiques, à la Libération, à la Division économique et statistique du Plan, à partir de 1949 au Conseil économique et social où il présente chaque semestre un état de la conjoncture, en 1954 il crée le CREDOC (Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation), enfin en 1955 il rejoint l'INSEE où il dirige la direction de la Conjoncture et des études économiques, puis la statistique générale.

J. Dumontier a publié deux manuels à la fin de sa carrière en 1970 qui reprennent les enseignements dispensés à l'Ecole Polytechnique : *Eléments d'économie*, tome 1 Les agents économiques, tome 2 les structures de l'économie. Ces deux livres mêlent des modélisations, quelques graphiques à des descriptions (comme la description concrète du fonctionnement d'une organisation, tome 1, chapitre 2 section 4) et des données statistiques issues de la comptabilité nationale (tableau économique d'ensemble, tome 2 p. 222, tableau d'échange inter-industriels tome 2, p. 225, balance des paiements, tome 1, p. 219). On trouve aussi des rudiments de comptabilité privée et de comptabilité analytique (chapitre 2, section 1). Sur le plan théorique, les premiers chapitres des manuels sont résolument micro-économiques, les suivants macro-économiques avec une large part consacrée à la théorie keynésienne et à l'approche de la synthèse. Cette inclinaison pour la pensée keynésienne se retrouve aussi sur la présentation de l'agent Etat où sont explicitées ses objectifs, son fonctionnement et les administrations qui le composent. Son cours vise à former un expert keynésien, conscient des problèmes concrets de la France, de la réalité du tissu industriel français, avec une bienveillance pour l'intervention étatique. La finalité des deux tomes est de démontrer l'importance du plan pour promouvoir la croissance économique et une redistribution juste des revenus de la croissance. La formation à l'économie des polytechniciens sous l'ère Jacques Dumontier si elle n'était pas marxiste (même si le marxisme est très superficiellement présenté dans le tome 2 page pages 77-79) n'est pas non plus libérale et micro-économique.

Ces manuels permettent de donner un aperçu du cours d'économie suivi par Michel Aglietta à l'Ecole Polytechnique. Les polytechniciens avec ce cours sont pré-formatés pour œuvrer pour le Plan, les administrations ou l'INSEE avec une vision d'un Etat bienveillant. Ils acquiert cette culture de l'expert économiste keynésien révélée par le groupe X-Crise que vient renforcer la conférence donnée par Pierre Massé.

Une ardente obligation

La conférence donnée par Pierre Massé (X-1916), tout juste nommé par le Général de Gaulle commissaire général au Plan renforce cette « ardente obligation » des polytechniciens envers leur nation. Cette conférence marque profondément l'auditoire puisque ces termes d'Ardente Obligation seront repris par les trois polytechniciens que j'ai interrogés en 2018 sur leur choix de rejoindre ensuite le corps de l'INSEE : Michel Aglietta, Claude Seibel et Christian Sautter. Pierre Massé séduit son auditoire de polytechniciens par son enthousiasme, sa volonté d'action collective pour reconstruire la France, son humanisme chrétien, son positivisme et sa foi dans la possibilité d'un monde meilleur grâce aux politiques économiques. Les sciences économiques avec lui ne sauraient se cantonner à la production d'articles ou de modèles théoriques, lus par une élite déconnectée des

problèmes de la société. Un économiste doit agir pour l'économie de son pays, faire bénéficier au peuple français des connaissances que la république lui a transmises.

Dans *Le plan ou l'anti-hasard* qu'il publie en 1965, il présente son livre comme « une philosophie de l'action politique ; il tient à la fois d'une méthode de régulation économique et d'une réflexion humaniste. » Dans le chapitre 5, il expose les principes de la planification française, en l'inscrivant dans comme une « la recherche d'une voie moyenne conciliant l'attachement à la liberté et à l'initiative individuelle avec une orientation commune du développement. » (p. 113) Il y décrit aussi la nécessité du dialogue social, l'importance des statistiques et des modèles pour construire des scénarii du futur. On retrouve évidemment dans cette description la figure de l'expert polytechnicien keynésien, même si Pierre Massé n'est pas un keynésien, il accorde toutefois une légitimité à l'intervention de l'Etat.

Il convainc Michel Aglietta, mais aussi son ami Philippe Herzog X-1959 puis Christian Sautter X-1960 qui choisissent l'Ecole d'application de l'INSEE à la sortie de l'X, puis rejoignent les instances de la statistique nationale pour participer à l'œuvre de la planification en fournissant des prévisions fiables à court terme (pour Philippe Herzog à la Direction de la Prévision), à moyen terme (pour Michel Aglietta et Christian Sautter à la division des programmes de l'INSEE).

Dans cette acception, la finalité de la science économique est prescriptive : conseiller le politique, l'aider à prendre les décisions qui améliorent le bien-être collectif. Enfin, l'Etat ne saurait être un vil agent motivé par son propre intérêt. L'Etat est toujours imaginé comme un être intègre agissant pour le progrès et le développement humain. Cette conception bienveillante de l'Etat est celle promue par Keynes mais aussi par les personnes qui initient Michel Aglietta à l'économie : Jacques Dumontier, Pierre Massé et Edmond Malinvaud.

Un intellectuel engagé

En rejoignant l'Ecole Polytechnique, Michel Aglietta devient élève-officier et doit réaliser son service militaire alors que la guerre d'Algérie bat son plein. Protégé dans un cocon familial catholique en Savoie lors de la seconde guerre mondiale, il n'a pas subi personnellement les atrocités de l'occupation allemande. Il subit en revanche de plein fouet celles de l'Algérie. C'est de l'Algérie que date sa profonde amitié avec Philippe Herzog (X-1959). Quand il revient sur Paris, il lui apparaît impossible de n'être qu'un savant déconnecté de la réalité politique et sociale. Avec Philippe Herzog, il complète sa formation d'économiste par la lecture des œuvres de Karl Marx et de François Perroux. Il s'engage aussi pour l'indépendance de l'Algérie.

Une seconde conférence donnée à l'Ecole Polytechnique marque profondément Michel Aglietta. Le philosophe Jean-Paul Sartre est invité à parler des liens des intellectuels avec la Cité. Quelques années plus tard, J.P. Sartre publie « Plaidoyer pour les intellectuels », sur cette même thématique. Pour le philosophe, l'intellectuel, à la différence d'autres membres de la société, ne subit pas d'aliénation sociale et dispose de la liberté d'agir en conformité avec ses valeurs. Par conséquent, il peut consciemment décider d'agir contre le jugement de la classe dominante dès qu'il l'estime en contradiction avec ses valeurs. Un intellectuel se doit d'assumer ses valeurs et agir. Dans ses conditions, l'engagement tout comme le non engagement sont des formes d'action. Ces propos ont une résonance très forte alors que la guerre d'Algérie bat son plein dans une société qui reste très conservatrice. Jean-Paul Sartre explique ;

« De fait le radicalisme et l'entreprise intellectuelle ne font qu'un et ce sont les arguments « modérés » des réformistes qui poussent nécessairement l'intellectuel dans cette voie, en lui

montrant qu'il faut contester les principes mêmes de la classe dominante ou la servir en paraissant la contester. Par exemple, beaucoup de faux intellectuels ont dit chez nous (à propos de *notre* guerre d'Indochine ou pendant la guerre d'Algérie) : « Nos méthodes coloniales ne sont pas ce qu'elles devraient être, il y a trop d'inégalités dans nos territoires d'outre-mer. Mais je suis contre toute violence d'où qu'elle vienne ; je ne veux être ni bourreau ni victime et voilà pourquoi je m'oppose à la révolte des indigènes contre les colons. » Il est clair pour une pensée qui se radicalise que cette prise de position pseudo-universaliste revient à déclarer : « Je suis pour la violence chronique que les colons exercent sur les colonisés [...]. » (Sartre, 1965, p. 55 et suivantes)

Pour l'auditoire et notamment Michel Aglietta, le message est clair : inviter les polytechniciens à s'engager contre la guerre et plus largement, responsabiliser les scientifiques pour qu'ils ne restent pas emmurés dans leur savoir mais qu'ils entrent en confrontation avec la réalité politique et sociale de leur pays. Le savant se doit d'agir, de participer à l'action. Michel Aglietta fera sienne ce devoir du scientifique envers ses semblables qui l'enjoint à agir pour les dominés pour l'avènement d'une société plus juste.

La figure ci-après résume les acquisitions de Michel Aglietta lors sa formation à l'Ecole Polytechnique puis au corps de l'INSEE (1959 – 1964) :

Figure 1 : Acquisition 1959 - 1964

		Théorie	Méthodologie	Présupposés
Formation	Ecole	Macro-économie	Hypothético-déductif	Expert keynésien
Polytechnique,	corps		Modélisation	Positivismes
INSEE				
Personnel		K. Marx ; F. Perroux		Humanisme

Source : auteure.

2. L'INSEE : L'EXPERT STATISTICIEN AU SERVICE DE LA PLANIFICATION FRANÇAISE

Après le corps de l'INSEE, Michel Aglietta rejoint le département de la division des programmes à l'INSEE où il participe à l'établissement du modèle FIFI. Ce modèle vise à établir des projections de moyen terme pour aider la prise de décision au sein de la planification. Il met ainsi en pratique son statut d'expert statisticien keynésien au service de l'Etat.

Claude Gruson : promouvoir la comptabilité nationale à l'usage du politique

La création de la division des programmes à l'INSEE, que rejoint Michel-Aglietta en 1964, fait suite à la nomination de Claude Gruson comme directeur de l'INSEE (1961 – 1967).

Claude Gruson³, polytechnicien-corps des Mines a occupé divers postes de haut-fonctionnaires, y compris sous l'occupation auprès du gouvernement de Vichy. C'est à cette période qu'il découvre l'œuvre de Keynes dont la première traduction paraît en 1942. Elle est discutée dans la communauté des économistes français et de haut-fonctionnaires dont Claude Gruson, pour certains membres de X-Crise, autour de la figure de François Perroux. Ce dernier lance en 1944 des réunions régulières de

³ Le développement qui suit provient de la lecture du livre de A. Terray (2017).

l'Institut de Sciences Economiques Appliquées où est approfondie la théorie keynésienne, ses concepts (Revenu National, consommation agrégée, dépenses publiques, ...) mais aussi les modalités de son application concrète avec le besoin de statistiques nationales fiables pour calculer et prévoir les agrégats macro-économiques.

Claude Gruson, convaincu de l'importance de l'information économique pour fonder une politique de long terme est nommé à la direction du Trésor en 1948 en charge de créer une équipe dédiée à la mise en place de la comptabilité nationale française. Cette équipe sera le SEEF (Service des études économiques et financières). Loin d'être une technique aride et savante, elle doit guider la politique vers les mesures utiles à la population française. Elle est, selon lui cette interface entre le monde de la statistique (qui assoit une légitimité mathématique aux données), de la comptabilité privée (qui fournit les grandeurs sur l'activité des entreprises), de la théorie économique (qui inscrit les grandeurs dans des relations macro-économiques) et de la pratique politique (qui acte de l'orientation du système économique et social). La comptabilité nationale française naît au sein de l'équipe du SEEF.

Quand Claude Gruson prend la direction de l'INSEE en 1961, il emmène une partie du SEEF tandis que la préparation des budgets économiques (le court terme) reste au sein du Trésor (puis la Direction de la Prévision du ministère des finances en 1965), l'INSEE récupère l'établissement des comptes de la nation (le passé) ainsi que celle des projections économiques à moyen terme. Son ambition est d'amener l'INSEE à fournir des comptes de la nation plus rigoureux afin de fournir des prévisions plus justes accessibles à tous et particulièrement au plan.

Claude Gruson exprime ainsi son projet :

« l'INSEE devra effectuer les synthèses et calculer les projections correspondant aux hypothèses centrales retenues par le maître d'œuvre [le Commissariat général au Plan] ». (note du 11 mai 1962 du SAEF, citée par A. Terray (p. 290))

Il écrivait aussi « Par nos travaux nous devons éclairer des actions qui ne sont jamais purement techniques, qui sont sociales et politiques. » (cité par 50 ans INSEE, p. 94)

Claude Gruson attache une haute importance à la vulgarisation de l'information économique et à la démocratisation des savoirs. Les statistiques INSEE ne doivent pas être réservées à une élite et aux seuls instances politiques mais être accessibles à tous, citoyens, salariés, chefs d'entreprises. Michel Aglietta, comme les membres de la division des programmes comme ceux des autres services de l'INSEE participent à cette démocratisation des savoirs techniques. Rendre accessible la connaissance économique sera une constante de l'œuvre de Michel Aglietta.

Ces nouvelles missions dévolues à l'INSEE imposent le grossissement des effectifs. Au sein de l'équipe des programmes sont recrutés en 1964 Claude Seibel (polytechnicien - 1954, INSEE), Raymond Courbis (Ecole Centrale) et Michel Aglietta, en 1965 Christian Sautter (polytechnicien - 1960, INSEE), Jean-Pierre Page, Jean-Jacques Bonnaud, Alain Saglio, Bernard Ullmo. Catherine Blum-Girardeau arrivée en 1968 est la seule femme de l'équipe.

Claude Gruson quitte la direction de l'INSEE au début de 1967. Jean Ripert prend sa succession (1967-1974) dans la continuité du projet du Claude Gruson.

FIFI : la modélisation macro-économique pour préparer scientifiquement le VIème plan

La constitution d'une équipe d'ingénieurs au sein de la division des programmes vise à fournir des projections scientifiques issues de modèles macro-économiques pour alimenter les débats autour de la préparation du Vème et surtout du VIème plan.

L'arrivée de ces ingénieurs rompus à la théorie macro-économique conjuguée avec le début de l'informatisation permet de changer radicalement d'ère. Claude Seibel explique :

« Jusqu'au 5^{ème} plan, les projections étaient calculées manuellement ou avec l'aide de calculatrices à partir de données fixées normativement, notamment le taux d'emploi et l'équilibre extérieur, dans le cadre d'une cohérence comptable. » (interview auteure, 2018).

Ces calculs sont désormais dépassés et trop lents, les projections doivent satisfaire des cohérences non plus comptables mais macro-économiques. Claude Seibel précise que les premières évocations d'une modélisation ont été formulées au sein de l'équipe de la division des programmes dès 1966. Selon Angeletti (2011), les premières réunions consacrées à l'élaboration du futur modèle FIFI (pour physico-financier) se déroulent au sein du Commissariat Général du plan à partir de juillet 1966 et réunissent cinq économistes de l'INSEE et du Plan, parmi lesquels Michel Aglietta, tout juste recruté à l'INSEE, Yves Ullmo qui dirigera le service économique du Plan de 1967 à 1973, et Lionel Stoléru. Le modèle FIFI doit son nom à la prise en compte simultanée des flux physiques (en volume, des flux en valeur qui permettent d'introduire dans le modèle l'inflation et le lien prix/salaires/chômage (les courbes Phillips) et des flux financiers (financement de l'investissement) dans un contexte d'économie ouverte. La référence principale de FIFI est le travail réalisé par Stone, Brown et Rowe (1964)⁴ qui propose une projection de la demande pour l'économie britannique.

L'équipe de la division des programmes consacre l'année de 1967 à l'établissement du modèle, soit près de mille six cents équations, 2300 données, 3500 instructions de programme. Le modèle est achevé en janvier 1968 et peut fournir des projections de moyen terme (5 ans) au commissariat général du plan dès 1969, en vue des préparations au VIème plan. Le paramétrage des conditions initiales du modèle est réalisé à partir des données annuelles fournies par la comptabilité nationale, par les statistiques collectées par l'INSEE (enquêtes sur les budgets des ménages, sur l'emploi, sur les revenus, sur l'épargne et le patrimoine, sur les entreprises par branches et par secteurs). L'économétrie est encore balbutiante, les coefficients utilisés ne procèdent pas d'une estimation économétrique. Ils proposeront plusieurs comptes de départ : une première version est réalisée en février 1968, qui sera remaniée suite aux événements de Mai 68. Le modèle permet de déterminer les évolutions du système à moyen terme (l'année 1975), avec des scenarii possibles suivant les politiques économiques et sociales choisies. Dans ce système économique concurrentiel, l'Etat peut intervenir par des mesures fiscales (impôts directs sur les revenus des ménages ou des entreprises ou indirects sur la consommation), par des investissements (construction d'infrastructures portuaires, de villes nouvelles), par la redistribution des revenus (subventions à certains secteurs, allocation familiale), par la politique des revenus (évolution des salaires des fonctionnaires relativement à ceux du privé). L'intervention de l'Etat dans le modèle FIFI ne répond donc pas uniquement à une finalité keynésienne de relance conjoncturelle. Il s'agit de fonder théoriquement l'action de l'Etat dans les domaines structurels.

Michel Aglietta précise :

« L'objectif n'était pas d'œuvrer pour une politique partisane car les choix de moyen terme s'avèrent en grande continuité avec les choix antérieurs. On recherchait donc un rythme de croisière du

⁴ Stone R., Brown A. and Rowe D.A., Demand analysis and projections for Britain: 1900 – 1970 a study in method. In Europe's Future Consumption, North Holland Publishing Co, Amsterdam 1964.

système économique français qui respecte des priorités publiques dans les domaines du développement, de la santé, de l'éducation et qui intègre contraintes liées au bouclage macro-économique. » (Interview auteur, 2018).

Une équipe de savants au service de la société

Les connaissances produites par le modèle FIFI n'ont pas pour ambition de rester dans le seul cénacle du monde scientifique. Ces connaissances se doivent être comprises par ceux qui le souhaitent et utiles aux politiques.

A cette fin, la description du modèle par ces deux concepteurs Michel Aglietta et Raymond Courbis figure dans le numéro 1 de la revue mensuelle de l'INSEE Economie&Statistique qui paraît en mai 1969 et qui participe de cette volonté commune aux directeurs successifs de l'INSEE de démocratiser la savoir économique. Cette même ambition guide la parution de l'ouvrage collectif Atreize « La planification française en pratique » paru aux Editions ouvrières, qui réunit sous la direction de Paul Dubois, les contributions des acteurs de la division des programmes et ceux du Plan. Une large partie des chapitres de cet ouvrage sont consacrés au modèle FIFI pour expliquer les enjeux théoriques liés à sa construction et expliciter les données mobilisées pour le paramétrer. Cette volonté de communiquer et d'expliquer le fait économique est commune aux syndicalistes de la CFDT et aux membres du PSUD ; certains membres de la division des programmes étaient d'ailleurs proches de l'un ou de l'autre. Christian Sautter était un des responsables de la CFDT au sein de l'INSEE. La vulgarisation à partir de 1969 participe d'une démarche politique pour asseoir la légitimité démocratique des outils économiques et de leur accessibilité à tous. Ainsi, les membres de la division des programmes n'étaient pas seulement de bons ingénieurs, il se devait aussi de savoir transmettre leurs connaissances aux profanes en expliquant la démarche scientifique, sa complexité et son utilité politique.

La crainte de l'équipe de la division des programmes était que la société perçoit le modèle FIFI comme un diktat de la technique sur le monde politique alors même qu'il ne devait être qu'une aide à la décision. Cette crainte transparaît très nettement dans l'ouvrage collectif « La planification française en pratique ». Il est répété plusieurs fois que la modélisation économique n'est qu'un outil pour le politique (p. 75) et que le rôle de l'INSEE se cantonne à fournir des études et des expertises pour aider à la préparation du plan (p. 43). Le chapitre 14 détaille l'histoire des interactions entre l'équipe de la division des programmes et le commissariat général au plan. Les échanges procèdent en trois temps :

- 1) les projections sont présentées sans intervention de l'Etat en exposant les freins à la croissance et les tensions.
- 2) Les commissions discutent des solutions à mettre en place, en concertation avec le ministère des Finances sur le volet des financements ; le modèle FIFI est mobilisé à nouveau pour proposer différentes variantes.
- 3) Trois alternatives sont définies (croissance à 5,5% par an, 6% et 6,5%) et transmises au gouvernement en mars 1970. Le travail de va-et-vient s'interrompt et la suite de l'histoire du VIème plan se fera sans l'équipe de la division.

Vingt séances de travail se tiennent entre octobre 1969 et février 1970 auxquelles s'ajoutent les réunions les commissions rattachées au VIème plan (emploi, industrie, habitation, éducation,...) et les comités (concurrence, échanges extérieurs, financement). Michel Aglietta (interview, auteur,

2018) évoque la tenue de rencontres bi-hebdomadaires hôtel de Vogüé (18 rue Martignac dans le VII^e arrondissement), principalement avec ces commissions et comité du plan, mais aussi avec la Direction Prévisionnelle (DP) du Ministère des Finances sur les questions de financement.

T. Angeletti (2011) explique que le recours à FIFI conduit à encadrer les actions politiques en qualifiant les actes jugés faisables ou raisonnables dans le cadre d'un modèle économique. Et c'est bien là la différence entre le Vème plan et le VIème : dans le Vème les taux à atteindre étaient fixés par le plan de façon normative ; dans le VIème, les variables économiques sont des contraintes qui s'imposent aux décisions politiques. Avec FIFI, l'expertise keynésienne est sans doute à son apogée : la modélisation sert le plan pour fonder une économie où les moteurs de la croissance sont discutés de façon collégiale et où il est encore question de la redistribution des fruits de la croissance équitable.

Le 21 mars 2016 lors de son discours de remise de la légion d'honneur dans l'Hôtel de Vogüé, Aglietta exprimait ainsi son admiration pour cette époque :

« Le 18 rue de Martignac est un lieu du renouveau de la nation qui a abrité une institution nouvelle : le Plan. Celle-ci procède du programme du Conseil National de la Résistance. Le plan a été institué sous l'autorité de Jean Monnet, 1^{er} commissaire de 1945 à 1952.

Les lieux réveillent en moi des souvenirs empreints de nostalgie. Tout jeune administrateur de l'INSEE, j'ai fréquenté ces lieux dès 1966. A cette époque Pierre Massé, autre figure de l'après-guerre, était encore commissaire. En tant que membre de la division des programmes de l'INSEE qui éclairait la prestigieuse commission de l'économie générale et du financement de notre prospective de moyen terme, j'ai eu la chance de parler devant les représentants des partenaires sociaux et de l'Etat à des niveaux élevés de responsabilité.

Nostalgie aussi parce que l'Etat était encore respectable et respecté. Les grands commis de l'Etat, comme on appelait les fonctionnaires d'autorité, étaient compétents, intègres et pas pressés de se précipiter dans le privé. Aussi avait-on l'impression de savoir pour qui et pour quoi on travaillait. » (archives personnelles de Michel Aglietta, 21 mars 2016)

Mai 1968 et la fin de FIFI

Toutefois, le plan n'a malheureusement plus autant d'aura auprès des politiques, notamment auprès du ministre des finances de G. Pompidou et futur président Valérie Giscard d'Estaing. Le choc pétrolier participe aussi de ce désamour. Michel Aglietta déplore :

« Avec Valérie Giscard d'Estaing ministre des finances, l'ardente obligation disparaît totalement. Giscard commence à faire évoluer le rôle du plan. Il fait notamment disparaître l'essence de la planification comme lien institutionnalisé, de débats, là où s'élaborent des décisions collectives ou tout au moins des accords collectifs même si l'impulsion est donnée par le pouvoir central sur les priorités notamment en matière de logement, d'infrastructures publiques, d'équipements publics. Avec FIFI on pouvait inscrire ces priorités sociales dans une macro qui nous disait si les propositions étaient possibles et si oui leur coût. Cela était crucial. Il était possible de discuter rationnellement sur la répartition des revenus et sur le mode de régulation. » (Interview auteur, 2018)

Après cette apogée, l'équipe de la division des programmes se disloque. La division des programmes continue ses travaux d'aide au plan mais l'interaction ne sera plus jamais aussi forte. Claude Seibel conclue ainsi la période de FIFI :

« Nous savions tous le rôle du politique et le rôle du technicien, et nous ne cherchions aucunement à dépasser notre rôle de technicien. Ceci étant il y a eu des craintes du plan que l'outil technique se substitue à leur propre compétence. Il y a eu un certain nombre d'acteurs qui ont dit que le modèle tel que nous l'avions produit ne correspondait pas aux attentes. Après le 6^{ème} plan, les critiques ont été plus fortes dénonçant l'importance du quantitatif dans le processus décisionnel, alors même que le cadre théorique restait fragile. Et donc petit à petit, l'aura de la modélisation a été érodée. Malgré les avancées technologiques, tous ces outils ont plutôt déperî et ont été de moins en moins utilisés notamment pour la préparation du 7^{ème} plan et. Au point qu'au 8^{ème} plan il n'y a pratiquement plus d'indications chiffrées. Seuls des discours sur les politiques sont présentés, des résultats sont esquissés mais sans être sous-tendu par cette entreprise peut-être un peu folle de vouloir résumer l'évolution à moyen terme de l'économie réelle surtout dans un contexte d'ouverture des frontières. » (Interview auteure, 2018)

Ces six années passées à l'INSEE ont apporté à Michel Aglietta l'échelle théorique qui sera la sienne (la macro-économie d'inspiration keynésienne), l'ancrage statistique de la comptabilité nationale comme preuve scientifique mais aussi l'importance de la démocratisation du savoir et de la finalité prescriptive des connaissances économiques.

Figure 2 : Acquisition 1964 - 1970

	Théorie	Méthodologie	Présupposés
Division des programmes INSEE	Macro-économie de la synthèse	Modélisation Comptabilité Nationale	Expert économiste statisticien au service de la planification Vulgarisation du savoir technique
Personnel			Démocratie participative

Source : auteure.

3. A LA GENESE DE L'ÉCOLE DE LA REGULATION : 1970 - 1976

Pour Michel Aglietta une page de sa vie se tourne, personnelle et professionnelle. Mai 1968 est une prise de conscience de la vacuité de vouloir guider le politique à partir d'un modèle exclusivement fondé sur des comportements économiques établis sur des statistiques. Même si l'équipe de la division des programmes avait à cœur les dimensions sociales dans sa modélisation, l'inspiration restait dans le champ économique et était incapable de détecter les tensions sociales ni de proposer de réelles alternatives au cadre concurrentiel.

Michel Aglietta décrit ainsi son désappointement :

« Dans les variantes que nous proposons avec FIFI, nous cherchions à maintenir une régulation collective des fruits de la croissance, en encadrant les salaires, les profits, la répartition inter-sectorielle. Donc si les tensions sociales étaient dues exclusivement à des tensions économiques, mai 68 n'aurait pas dû se produire. Mai 68 s'est produit sur des revendications politiques et sociales, sur le rejet de la morale de l'époque, sur des choses loin de l'économie a priori. Mais ces revendications ont eu des effets fantastiques sur les trajectoires économiques ultérieures.

Nous n'avions pas été capables avec notre modélisation d'anticiper cette tension sociale. Il fallait donc abandonner cette modélisation ancrée sur l'économie pour intégrer des dimensions sociales. » (Interview auteure, 2018)

Michel Aglietta quitte la division des programmes à la fin septembre 1970 afin de parfaire sa formation pour appréhender les tensions sociales produites par le système économique capitaliste. Il bénéficie d'une bourse de recherche INSEE créée par le nouveau directeur de la recherche E. Malinvaud pour effectuer une formation à Harvard en vue de réaliser sa thèse d'Etat.

De Harvard à Raymond Barre

Michel Aglietta rejoint la Business School Harvard, Edmond Malinvaud l'ayant recommandé auprès de K. Arrow qui vient d'y être nommé. Se former à Harvard marque une rupture épistémologique : rejoindre le MIT où enseignent les macro-économistes de la synthèse R. Solow et P. Samuelson aurait été plus cohérent après la modélisation FIFI. C'est d'ailleurs le choix d'un collègue de l'INSEE, J. Mairesse qui bénéficie lui aussi d'une bourse INSEE. Harvard n'est toutefois pas sans lien avec le SEEF : c'est le lieu où enseignent W. Leontief et S. Kuznets, reconnus pour leurs travaux en comptabilité nationale et séries statistiques longues. Mais Harvard est surtout un espace ouvert sur les entreprises (A. Chandler), les relations industrielles (J. T. Dunlop) et l'institutionnalisme américain (P. Sweezy et J. K. Galbraith). Harvard donne une ouverture vers l'échelle plus méso-économique et sur la dynamique historique du capitalisme. La première année, Aglietta suit les cours de K. Arrow (un choix imposé par la recommandation d'E. Malinvaud), P. M. Sweezy et J. T. Dunlop. Il découvre les travaux des institutionnalistes américains : J. Commons, A. Berle, G. Means et leur usage des statistiques descriptives pour rendre compte de dynamiques institutionnelles.

La seconde année (de septembre 1971 jusqu'à juin 1972) est dédiée aux bibliothèques de Harvard et du MIT et y consulte les publications économiques mais aussi les archives sur le monde de l'entreprise (Fortune, Forbes), des syndicats et des documents plus officiels telles les lois. Il y collecte un matériel empirique, statistique et qualitatif beaucoup plus diversifié que celui mobilisé à l'INSEE qui se cantonnait à la comptabilité nationale, aux données macro-économiques et sectoriels. Car ce qu'il est venu chercher aux Etats-Unis pour comprendre la résolution des conflits liés au capitalisme se trouve dans ces formes institutionnelles, ce niveau méso de l'économie : les négociations collectives, les relations salariales, les formes de concurrence entre les entreprises, la gouvernance, les modalités de financement, les formes de déploiement de l'action publique. Ce sont ces formes structurantes et structurelles qui assurent la viabilité économique et sociale des régimes du capitalisme. Elles ne sont toutefois pas permanentes et de leur transformation émergent des régimes d'accumulation. Sa posture s'oppose évidemment à l'individualisme méthodologique de la micro-économie, mais aussi à la macro-économie de la synthèse, mais encore au marxisme structuraliste qui domine alors et à la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat.

De retour en France, il entame la rédaction de sa thèse en octobre 1973 sous la direction de Raymond Barre. Michel Aglietta avait beaucoup apprécié la curiosité intellectuelle, le sérieux et l'ouverture d'esprit de son professeur à l'INSEE, Raymond Barre. Raymond Barre a été le doctorant de François Perroux et il a participé en France de la popularisation des travaux de J.K. Galbraith. Même s'il n'est pas marxiste, il est profondément ouvert sur les approches institutionnalistes et accepte d'encadrer le travail de M. Aglietta, intitulé Régulation du mode de production capitaliste dans la longue période. Prenant exemple des États-Unis (1870-1970).

Sur le plan personnel, le père de Michel Aglietta, Jean-Claude Aglietta décède en 1974. Immigré italien, il avait débuté comme simple maçon à Chambéry. Il avait créé son entreprise de bâtiment, entreprise devenue importante à son décès. La mère de Michel Aglietta refusant de céder cette entreprise familiale, son fils unique doit reprendre la direction de l'entreprise paternelle à Chambéry. Il s'occupera de cette affaire familiale pendant plus de vingt ans. Ce point me semble important car il explique sans doute la vision très concrète de Michel Aglietta sur le monde entrepreneurial et sur sa gouvernance.

Michel Aglietta soutient fin novembre 1974 devant un jury de sommités éclectiques : l'économiste politique Raymond Barre, le macro-économiste, directeur de la recherche à l'INSEE Edmond Malinvaud, le marxiste Carlo Benetti, l'épistémologue de l'économie Hubert Brochier et le libre penseur du capitalisme Alain Cotta.

Lors de sa soutenance, Edmond Malinvaud émet une controverse théorique autour du modèle de croissance de Solow. E. Malinvaud le défend tandis que pour Michel Aglietta, l'hypothèse d'actifs substituables à rendements décroissants n'est pas tenable. Pour comprendre la dynamique du capitalisme et sa capacité à générer des plus-values relatives, il est nécessaire de théoriser l'apparition de rendements croissants qui dans la tradition marxiste provient de l'exploitation de la force de travail. La relation salariale (le couple productivité, salaire) doit être au cœur du modèle pour comprendre la dynamique de l'économie américaine.

Cette controverse ne porte évidemment aucun tort à l'excellence du manuscrit par l'originalité de son approche théorique (dynamique de long terme, la prise en compte de formes institutionnelles, l'abandon du concept d'équilibre pour celui de régime d'accumulation, l'abandon du raisonnement individualiste au profit de celui par classe sociale, l'existence de crises) et la richesse de son contenu empirique (archives, données statistiques sur le temps long, descriptions qualitatives). Elle ouvre un nouvel paradigme théorique : l'Ecole de la Régulation.

La genèse de l'Ecole de la Régulation

La thèse de Michel Aglietta est un travail académique et satisfait aux exigences scientifiques de la discipline. Michel Aglietta souhaite rendre accessible à un public plus large ses résultats scientifiques à travers la publication d'un livre. Michel Aglietta rencontre Robert Boyer, ensemble ils mettent en place un séminaire où sont discutés les différents chapitres qui composent sa thèse.

Michel Aglietta avait fait la connaissance de Robert Boyer en 1968-69. Tous deux travaillent à la conception de modèles macro-économiques avec une dimension critique. Robert Boyer a intégré l'Ecole Polytechnique après lui et a opté pour le corps de l'Ecole de Ponts puis la direction prévisionnelle du Ministère de l'Economie et des Finances. Depuis le début des années 1970, il y a constitué une équipe qui travaille sur la construction d'un modèle économétrique de l'économie française (le modèle Star) en continuité de FIFI mais qui vise à comprendre l'origine de l'inflation. La modélisation de STAR s'inscrit dans une conception marxiste de l'accumulation et utilise l'équation

kaleckienne de l'investissement⁵. Dans cette équipe, figurent Alain Lipietz, Jacques Mazier et Gaston Olive.

Quand Michel Aglietta rentre des Etats-Unis, il se rapproche de Robert Boyer.

« Quand je suis rentrée fin 1972, Boyer avait à ce moment-là un important département au CEPREMAP. Il avait reçu un contrat pour étudier l'inflation en France. Il y avait aussi Alain Lipietz. Ils avaient opté pour une méthodologie qui était très compatible avec ma thèse. Très vite, ils m'ont demandé de travailler avec eux. Ainsi j'ai pu avec eux travailler sur la France immédiatement après avoir travaillé sur les Etats-Unis dans le cadre de ma thèse. Cette collaboration a été très importante pour la suite et l'Ecole de la Régulation. » interview par l'auteur, 2018.

De cette première rencontre, va naître un groupe de chercheurs issus de l'INSEE, de la direction de la prévision, des universités. Ce groupe se réunit pendant six mois à l'INSEE.

« Mais ce qui a été plus important pour écrire le livre sur « régulation et crise », c'est un séminaire à l'INSEE, de six mois avec une séance par mois puisqu'il y avait six chapitres dans ma thèse. Nous étions un groupe de 10-15, internes et externes à l'INSEE. A chaque séance, nous travaillions un chapitre de ma thèse minutieusement avec deux discutants par séance et une discussion sur deux-trois heures. Donc ce fut un groupe très studieux. Cela a permis de faire connaître mes idées de manière très profonde à un ensemble de personnes de l'INSEE, de l'université et de la direction de la prévision du ministère des finances. Robert Boyer, Christian Sautter, Jean Cartelier, Philippe Herzog, Bernard Guibert, Alain Lipietz, Jacques Mistral, André Orléan, Anne Singer. Pour moi, cela m'a permis d'écrire le livre d'une manière efficace et ça a fabriqué cette idée de l'Ecole de la régulation. » interview M.-A.

Robert Boyer précise :

« Au début des années Soixante-dix, Michel Aglietta est rentré des Etats-Unis avec une thèse qui contredisait complètement la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, et il a proposé à ses amis, à ses interlocuteurs professionnels, de la discuter. C'est ce groupe-là qui est à l'origine de la grande transformation qui a fait de la thèse de Michel Aglietta, le livre qu'il a publié en 1976 et qui a eu un très grand impact. Ce petit groupe a été le point de départ d'un réseau d'intellectuels critiques qui traversait INSEE, Ministère des Finances et Commissariat Général du Plan. C'était tout sauf un groupe dogmatique puisqu'ont surgi des querelles majeures, sur la théorie monétaire ou sur la théorie de l'Etat. » Robert Boyer, interviewé pour la revue Mouvements 2021.

De ce séminaire autour de la thèse de Michel Aglietta naîtra l'Ecole de la Régulation, dont Robert Boyer dans cette même interview rappelle l'essence :

« La régulation se définit par les processus complexes à travers lesquels une accumulation, qui est contradictoire, inégalitaire, source de conflits, peut néanmoins persister pendant certaines périodes, grâce à des formes institutionnelles adéquates. On aurait dû l'appeler « approche de la régulation ». Michel Aglietta en avait étudié la dynamique américaine. Avec mes collègues du CEPREMAP, nous avons essayé de reproduire la même analyse sur le cas de la France depuis la Révolution française. Et

⁵ Boyer R., Mazier J., Olive G. (1974). « Un nouveau modèle macro-économique : STAR. ». *Economie et statistique*, n°61, pp. 29-53

la surprise fut qu'au-delà des institutions très différentes, on retrouvait la même évolution. C'était donc une méthode d'analyse, pas une théorie. [...]

La grande contribution de la régulation est, à mon avis, de dire que le capitalisme n'est pas un système mu par une seule logique poussant de façon mécanique à la catastrophe. Le capitalisme ne s'effondrera que s'il ne trouve pas le moyen de passer de nouveaux compromis politiques pour répondre aux contradictions qu'il a lui-même causées. » Robert Boyer, interviewé pour la revue *Mouvements* 2021.

Michel Aglietta et Robert Boyer ambitionnent d'écrire un livre ensemble. Robert Boyer précise

« Nous avons travaillé ensemble à ce projet mais nous avons décidé d'arrêter car nos perspectives étaient différentes. Michel Aglietta mobilise le cadre analytique de l'Ecole de la Régulation dans une finalité prescriptive. Ma posture est théorique. Nous sommes restés proches mais nous avons acté de nos incompatibilités épistémiques. » interview auteure, 2022.

Paradoxalement, si l'Ecole de la Régulation est indissociablement liée à leurs deux noms, ils n'éciront ensemble aucun ouvrage. Robert Boyer publie avec Jacques Mistral le deuxième ouvrage fondateur de l'Ecole de la Régulation : *Accumulation, inflation, crises en 1978*⁶.

L'Ecole de la Régulation

L'Ecole de la Régulation reprend le cadre théorique de la thèse de Michel Aglietta et en propose sa généralisation. Selon la tradition du matérialisme historique, la périodisation des modes de production caractérise un régime d'accumulation caractérisée par cinq formes institutionnelles ou structurelles sont mobilisées dans un mode de régulation : le rapport salarial, le régime monétaire, la forme de la concurrence, la forme d'adhésion au régime international et la forme de l'État. Un régime d'accumulation est un système cohérent caractérisé par cinq formes institutionnelles singulières qui permet de résoudre pendant un temps donné l'antagonisme entre le capital et le travail. Mais les contradictions internes, un temps stabilisé, finissent par ré-émerger augurant de l'avènement d'un nouveau régime d'accumulation. Ces concepts fondateurs permettent à la Théorie de la Régulation d'expliquer l'existence d'un compromis institutionnalisé, de la reproduction de ses structures mais aussi de l'origine des crises et du changement institutionnel.

Cette Ecole revendique une lecture non normative de l'économie, en fondant ses analyses sur l'observation des systèmes économiques et sociaux dans le temps long. Les formes structurantes n'existent pas ex nihilo comme le sont les catégories de la théorie macro-économique ou micro-économique. Ce sont des synthèses de formes élémentaires sociales inscrites dans des époques et des pays donnés. L'empirie est donc essentielle pour donner chair à ces formes structurelles mais aussi pour révéler les tensions d'un système à un instant donné. L'inscription dans une réalité historique situe l'Ecole de la Régulation dans la tradition des économistes proches des sciences sociales.

4. Conclusion

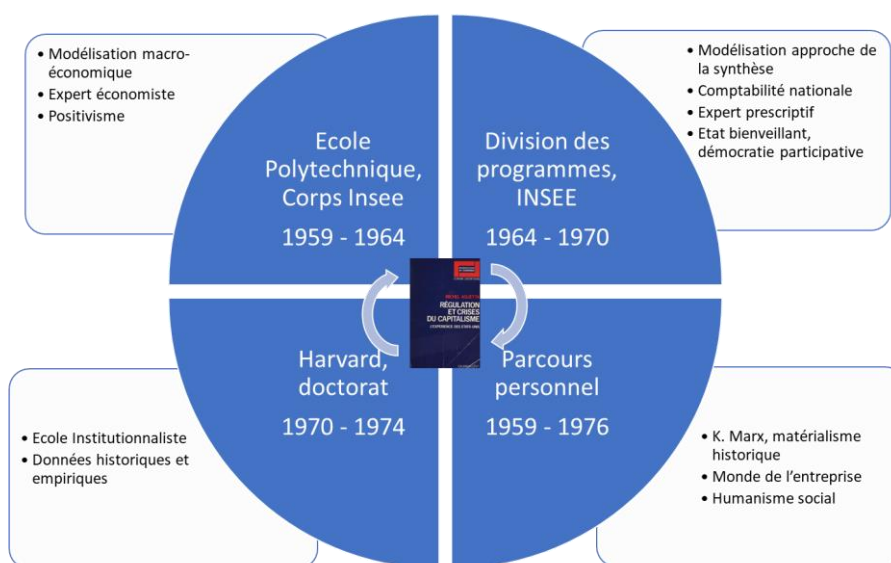
⁶ Boyer Robert et Jacques Mistral. *Accumulation, inflation, crises*. Paris: Presses universitaires de France, 1978.

L'Ecole de la Régulation prend racine dans le parcours intellectuel singulier de Michel Aglietta. Elle s'adosse sur un composite épistémique original : le passage à l'Ecole Polytechnique et à la division des programmes de l'INSEE a apporté le socle macro-économique, le recours à la comptabilité nationale, la méthodologie hypothético-déductive ; le séjour à Harvard l'institutionnalisme américain ; les affinités personnelles le marxisme et les travaux de François Perroux. La méthodologie mêle modélisation formelle issue de la macro-économie, le matérialisme historique héritage marxiste, le recours à la comptabilité nationale héritage du SEEF et enfin des données historiques sur les organisations, héritage institutionnaliste. Héritage du positivisme polytechnicien, l'Ecole de la régulation s'établit comme une science.

Toutefois, comme toute approche économique, elle comporte des présupposés politiques ou éthiques. Le premier présupposé est lié à la culture polytechnicienne et au passage à la division des programmes de l'INSEE. Toute théorie économique a une visée prescriptive dirigée vers l'Etat pour lui permettre d'agir au mieux pour le bien social. Cette posture de l'expert scientifique résulte de son expérience heureuse de la planification française, considérée par lui comme un espace démocratique de dialogue entre les partenaires sociaux, politiques et économiques. Il exclut l'idée d'un Etat prédateur ou d'un Etat ayant seulement à cœur la défense des intérêts d'une classe dominante. Le second présupposé est la croyance en l'humain, un humanisme des Lumières qui s'oppose à la vision d'un homo-oeconomicus opportuniste. Ce présupposé provient selon nous de la culture chrétienne de Michel Aglietta mais aussi de cette époque marquée par la reconstruction pacifique post seconde guerre mondiale et la guerre d'Algérie. Cette foi en l'humain et en sa capacité à trouver un compromis pour résoudre les antagonismes sociaux et politiques est au fondement de la théorie de la régulation. Ce présupposé influe aussi sur la tolérance épistémique de Michel Aglietta. S'il abhorre le cadre théorique de la micro-économie marginaliste, il est ouvert sur les différents courants économiques (keynésien, marxisme, institutionnaliste) et sur les autres sciences sociales (sociologie, histoire, sciences politiques).

La figure ci-dessous synthétise ces différentes influences

Figure 3 : les origines plurielles



Source : auteure.

Pour finir, cet article propose une interprétation compréhensive de l'œuvre de Michel Aglietta jusqu'à la publication de son ouvrage Régulation et Crises du capitalisme. Pour comprendre l'Ecole de la Régulation, un travail similaire doit être entrepris sur le parcours de Robert Boyer. Ils sont tous deux associés à l'Ecole de la Régulation ; même s'ils partagent la même formation et un cadre théorique proche, leur posture scientifique diffère notamment sur le présupposé de l'expert prescriptif.

Références

- Aglietta, M. et Courbis R. (1969). « Un outil pour le Plan: le modèle le Fifi. » *Economie et Statistique* 1 p. 45-65.
- Aglietta, M. (1976/1997). *Régulation et crise du capitalisme. L'expérience des Etats-Unis*. Calmann-Levy/Odile Jacob.
- Angeletti, T. (2011). Faire la réalité ou s'y faire?. *Politix*, (3), 47-72.
- Armatte, M. (1994). "L'économie à l'Ecole polytechnique." In Bruno Belhoste, A. Dahan-Dalménico, A. Picon, *La formation polytechnicienne 1794-1994*. Dunod. pp. 375-396.
- Atreize, sous la direction de P. Dubois (1971, rééd. 1976). *La planification française en pratique* (Vol. 16). Editions Economie et humanisme. Editions ouvrières.
- Boyer, R. (2021). « De la théorie de la régulation aux capitalismes à l'épreuve de la pandémie », *Mouvements*, vol. 105, no. 1, pp. 161-177.
- Dard, Olivier. (1995). "Voyage à l'intérieur d'X-Crise." *Vingtieme siecle. Revue d'histoire* pp. 132-146.
- Desrosières, A. (1993/2014). *Prouver et gouverner: une analyse politique des statistiques publiques*. La découverte.
- Champsaur P. (sous la direction de) (1996). *Cinquante ans d'INSEE ou la conquête du chiffre*, Insee. Direction générale, Paris.
- Dumontier, J. (1971) *Eléments d'économie*. vol. 2, les structures économiques. Dunod. Collection Sigma. Paris.
- Dumontier, J. (1970) *Eléments d'économie*. vol. 1, Les agents économiques. Dunod. Collection Sigma. Paris.
- Massé, P. (1965/1991) *Le plan ou l'anti-hasard*. Editions Gallimard/ Hermann.
- Sartre, J.-P. (1972). *Plaidoyer pour les intellectuels*. Ed. Gallimard, NRF, Idées.
- Terray, Aude. (2017). *Des francs-tireurs aux experts: l'organisation de la prévision économique au ministère des finances, 1948-1968*. Institut de la gestion publique et du développement économique.